

J.W. Stewart



Dans la mesure où il n'y a pas de véritable option de gauche en Pologne, ni à court terme, ni probablement à moyen terme en raison du discrédit de l'ancien parti communiste qui a cherché à se réhabiliter en prenant le nom de Social-Démocratie de la République de Pologne, contribuant par là à discréditer davantage une telle option, c'est un régime d'extrême-droite qui pourrait remplacer le présent gouvernement.

Walesa est actuellement tenté par une surenchère de type populiste, nationaliste et autoritaire. À la veille du Congrès de Solidarité, dont il a facilement été réélu président, il avait commencé à critiquer «son» gouvernement en lui reprochant de «se traîner les pieds» et en exigeant «l'accélération des réformes». Par là, il entendait essentiellement l'élimination des communistes (ou plutôt des anciens communistes, car ils ont quitté massivement le Parti et son successeur) qui occupent effectivement encore un très grand nombre de postes importants aux différents niveaux de l'Administration et dans les entreprises d'État. Dans les conditions actuelles, une «chasse aux sorcières» communistes pourrait devenir un moyen politique pour détourner l'attention des difficultés économiques et sociales de la Pologne. Elle pourrait aller très loin dans la mesure où presque toute l'*intelligentsia* polonaise, y compris la majorité des conseillers de Solidarité, a été communiste pour des périodes plus ou moins longues.

Le président de Solidarité accuse maintenant les intellectuels de l'avoir trahi et il prend un ton leur étant de plus en plus hostile. Il affirmait en mai : «Je me suis fait prendre par les intellectuels. J'ai trop cru en les intellectuels polonais et trop suivi leurs conseils. Ils m'ont induit en erreur».2 Contrairement à ce que souhaitait le gouvernement polonais, Walesa a demandé le retrait complet des troupes soviétiques de Pologne. Au mois de mars, il a affirmé son intention d'être candidat à la présidence du pays et il réclame, depuis, des élections présidentielles anticipées.

Tous ces éléments montrent qu'il semble voir son rôle politique comme celui d'un nouveau Pilsudski.3 Quoi qu'il en soit, il demeure en Pologne un héros national et, s'il décidait d'encourager un mouvement de grève qui, dans les conditions actuelles, risquerait de prendre une ampleur considérable, il pourrait sans doute facilement faire renverser le gouvernement.

C'est cependant en Roumanie, où les conditions économiques générales sont beaucoup plus catastrophiques qu'en Pologne, que les perspectives d'avenir s'annoncent les plus sombres. Pour nous, qui avons connu la Roumanie il y a près de vingt ans, un retour sur place après toutes ces années produit un effet de choc. Le niveau de vie des Roumains est tombé à celui que les Soviétiques connaissaient au début des années 1960. On peut dire sans beaucoup d'exagération que la dictature mégalomane et impitoyable de Ceausescu a pratiquement désertifié le pays, sur les plans économique, politique et culturel.

Ce sont précisément ces conditions qui expliquent le grand paradoxe de la Roumanie par rapport aux autres pays d'Europe de l'Est et qui fait que le successeur du Parti communiste roumain, le Front de salut national a pu non seulement conserver le pouvoir, mais aussi remporter les élections présidentielles de mai 1990 avec une majorité inouïe de 89 p.100, alors que les successeurs des partis beaucoup plus réformistes de Pologne et de Hongrie se sont effondrés.



AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES, LA RÉPRESSION avait été tellement forte en Roumanie que, contrairement à ce qui s'était passé dans les autres pays d'Europe de l'Est, aucun groupe d'opposition relativement structuré n'avait pu fonctionner ni se manifester un tant soit peu dans la société. Il n'y avait pas d'autre choix politique immédiat. C'est ce qui a permis à un petit groupe composé de plusieurs anciens collaborateurs de Ceausescu

et de quelques autres personnages cooptés à la dernière minute de s'emparer du pouvoir dans des conditions qui demeurent encore mystérieuses.

Les événements de décembre 1989 en Roumanie ont tenu simultanément d'une véritable insurrection populaire et d'un coup d'État. Ce sont effectivement les révoltes spontanées de Timisoara du 15 au 20 décembre, et de

Bucarest, quelques jours plus tard, qui ont amorcé la chute de Ceausescu. Mais c'est justement parce qu'il s'agissait de mouvements spontanés et sans direction politique organisée que le groupe dirigé par Ion Iliescu a pu s'emparer du pouvoir en adoptant avec les forces armées un compromis politique dont on ignore toujours les termes.

Contrairement à ce qui avait été affirmé au départ, il a été rapidement établi que ce n'est pas la *Securitate*, mais l'armée qui a tiré sur la foule à Timisoara et à Bucarest, la veille de la fuite de Ceausescu. Ce n'est qu'à la toute dernière minute, avec l'intensification de l'insurrection populaire, que l'armée s'est retournée contre le dictateur. Le procès grotesque organisé à toute vitesse et à l'issue duquel Ceausescu a été immédiatement exécuté pour «génocide», avait notamment pour objectif essentiel, de blâmer le dictateur pour tout, de l'empêcher de parler, et d'amoindrir le rôle de l'armée dans la répression. Le général Stanculescu, un des organisateurs du procès, serait celui qui aurait ordonné la répression à Timisoara. La version la plus longue de l'enregistrement du procès a été coupée au moment où Ceausescu, après avoir nié avoir donné l'ordre de tirer à Timisoara, s'appretait à désigner les responsables.

Ion Iliescu et plusieurs de ceux qui l'entourent, comme Silviu Brucan et Petre Roman, sont certainement bien intentionnés et cherchent véritablement à démocratiser la Roumanie. Ils risquent cependant d'être largement prisonniers de l'armée et non seulement de l'appareil d'État, mais aussi de l'appareil politique de l'ancien régime. Tout comme l'exécution de Ceausescu a évité que l'on fasse le procès du régime, la mise hors-la-loi du Parti communiste a servi des buts semblables. Elle n'a fait disparaître que le nom du Parti: n'ayant pas d'organisation politique véritable, le Front de salut national s'est appuyé essentiellement sur l'organisation et les cadres du parti interdit, partout dans le pays.

Avant même la chute de Ceausescu, de sourdes oppositions existaient entre différents éléments de son régime, notamment entre la *Securitate* et les forces armées. Des signes très nets sont apparus pendant les événements de décembre, et plusieurs faits troublants à cet égard n'ont toujours pas été éclaircis. On sait maintenant que le charnier «découvert» près de Timisoara a été créé de toutes pièces, notamment avec des cadavres «recousus» transportés jusque-là depuis des salles de dissection d'hôpitaux et de morgues. On ne sait toujours pas qui a monté l'opération, et pour discréditer qui. De même, dans les jours qui ont suivi la chute du dictateur, on a dit qu'il y avait eu 60 000 morts dans toute la Roumanie. Finalement, la réalité serait plus près de 600. S'agissait-il simplement d'erreurs d'estimation? Les rumeurs les plus extravagantes continuent de circuler à Bucarest là-dessus. Certains affirment que l'on a cherché (qui?) à susciter délibérément panique et confusion pendant que se poursuivaient les difficiles tractations pour la mise en place du nouveau pouvoir. Quoi qu'il en soit, il semble bien qu'Iliescu doive maintenant composer avec des forces qu'il maîtrise très mal. Ainsi, ce serait en raison du refus de l'armée de réprimer les émeutiers, en juin, qu'il aurait été forcé de faire appel aux mineurs, qui, encadrés par des organisateurs politiques de l'ancien Parti, ont dépassé leur «mandat» notamment en arrêtant des dirigeants des nouvelles formations politiques.

Compte tenu d'une culture politique qui n'a guère pu se développer en Roumanie, la mise au pilori de Ceausescu, comme seul responsable de tous les maux du pays, semble avoir largement réussi pour le Front de salut national. Ce n'est cependant pas là la seule raison de sa victoire électorale éclatante. Les partis politiques d'opposition se sont constitués à la hâte après la chute de Ceausescu. Les grands partis traditionnels comme le Parti national paysan et le Parti national libéral qui se sont reconstitués sont largement demeurés des coquilles vides. Leurs dirigeants respectifs, Ratiu et Campeanu, candidats à la présidence contre Iliescu ne vivaient plus dans le pays depuis trente-cinq ans dans le cas du premier et quinze ans, dans le cas du second. Ils avaient peu de crédibilité, et leurs partis, surtout actifs à Bucarest ont peu pénétré les profondeurs du pays encore sous la coupe des anciens cadres ralliés au Front.

DE PLUS, PENDANT QU'IL SERVAIT DE GOUVERNEMENT INTÉrimAIRE, LE FRONT a adopté des méthodes «électorales» au sens occidental et péjoratif du terme. Tout en continuant de contrôler les prix, il a augmenté sensible- ▷